



**BUDGET ECONOMIQUE
EXPLORATOIRE
2009**

Juin 2008

SOMMAIRE

SYNTHESE	1
1. L'environnement international	6
1.1. La croissance selon les grandes zones économiques.....	7
1.2. L'évolution des prix sur les marchés internationaux.....	10
1.3. L'impact de l'environnement mondial sur l'économie marocaine.....	11
2. La croissance économique nationale en 2008	13
2.1. Les activités non agricoles.....	15
2.2. Le secteur primaire	16
2.3. Les composantes de la demande finale	17
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2009.....	18
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions	18
3.2. La croissance économique.....	19
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut à prix courants	23
3.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance économique en 2009	25
3.5. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement	25
ANNEXES STATISTIQUES	28

SYNTHESE

Le budget économique exploratoire présente une révision de l'estimation de la croissance économique nationale en 2008 ainsi que les perspectives économiques en 2009. Il tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2007 et se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année 2008.

Le budget économique exploratoire, comme à l'accoutumée, se base sur des hypothèses issues des perspectives de la conjoncture économique internationale pour 2008 et 2009 en matière de croissance, des prix et de commerce.

Il se base également sur l'hypothèse de la reconduction, durant l'année étudiée, de la politique budgétaire en vigueur en 2008 en matière des dépenses de fonctionnement, des dépenses de soutien des prix à la consommation et des dépenses d'investissement.

Il prend en considération, en outre, l'impact des engagements pris dans le cadre du dialogue social, en particulier l'augmentation des salaires dans les secteurs public et privé, la hausse des allocations familiales et la révision à la baisse de l'impôt sur les revenus.

➔ L'environnement international

*L'*environnement économique international resterait marqué par le renchérissement sans précédent des prix des produits pétroliers, des matières premières et des produits alimentaires, ce qui exacerberait l'inflation au niveau mondial. La hausse des prix à la consommation serait très accentuée en 2008, en

se situant à 2,6% pour les économies avancées et à 7,4% pour les pays en développement au lieu de 2,3% et 5,7% par an durant la période 2005-2007. Les perspectives retenues pour l'année 2009 font ressortir, néanmoins, une légère maîtrise de l'inflation. La hausse des prix ne serait ainsi que de 2% pour les économies avancées et de 5,7% pour les pays en développement.

La croissance économique mondiale et les échanges seraient fortement influencés par ces tensions inflationnistes. Ainsi, la croissance économique s'établirait à 3,8% en 2008 et 2009 au lieu de 5% par an durant la période 2004-2007. De même, le volume du commerce mondial ne s'accroîtrait que de 5,8% en 2008 et 2009, soit un rythme bien en recul par rapport à celui de 6,8% en 2007 et 9,2% en 2006.

Dans ce contexte, la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement pour la deuxième année consécutive. Son rythme de progression se situerait à près de 4,1% en 2009 au lieu de 5,4% en 2008 et 7,6% en 2007. Toutefois, la valeur des exportations des phosphates et dérivées maintiendrait son rythme ascendant, entamé en 2008, suite à la hausse de leurs prix au niveau du marché international.

L'évolution de l'économie nationale

L'économie nationale bénéficierait de la vigueur de la demande intérieure, notamment, l'expansion de l'investissement, aussi bien public que privé, de la consommation des Administrations publiques et de la consommation des ménages résidents, profitant des valorisations des salaires et de la baisse de l'impôt sur les revenus. Elle serait également soutenue par la relance des exportations de marchandise et par la consolidation de la demande des touristes étrangers (y compris celle des marocains résidant à l'étranger), malgré un léger ralentissement de son rythme de croissance.

La situation économique en 2008

L'économie nationale poursuit son dynamisme en 2008, profitant de la consolidation des activités du bâtiment et travaux publics, des industries de transformation, des mines, du tourisme, des télécommunications et des autres services ainsi que de l'amélioration de la production des cultures céréalières, durant la campagne agricole 2007-2008.

Globalement, le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 6,2% en volume en 2008 au lieu de 2,7% en 2007. Les activités non agricoles s'accroîtrait à un rythme de 5,2% au lieu de 6,2% une année auparavant. Cette croissance serait accompagnée par la maîtrise de la hausse des prix intérieurs, grâce à l'expansion des dépenses de compensation qui dépasseront 40 milliards de dirhams à fin 2008 au lieu de 15 milliards retenus initialement dans la loi de finances. Ainsi, le taux d'inflation, mesuré par le prix implicite du PIB, serait de 3,1% au lieu de 3,8% en 2007.

Au niveau des activités sectorielles, le secteur secondaire (les mines, l'énergie, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics) réaliserait une croissance de 5,2% au lieu de 6,6% en 2007, soit un léger ralentissement attribuable à la reprise lente de l'activité énergétique et à la modération du rythme d'accroissement de l'activité du bâtiment et travaux publics après les expansions à deux chiffres qu'elle a connue durant les dernières années. Le secteur tertiaire (commerce, transport, hébergement et restauration, activités financières, autres services non marchands), de son côté, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5,3%, moins rapide qu'en 2007. Le secteur primaire, soutenu quant à lui par une production céréalière de 50 millions de quintaux, au lieu de 20 millions enregistrées en 2006-2007, réaliserait une croissance de sa valeur ajoutée de 9,7% en 2008 au lieu d'une baisse de 20% une année auparavant.

Les perspectives économiques en 2009

Le budget économique exploratoire met en exergue la consolidation de la croissance économique en 2009, malgré un environnement économique international contraignant. Les facteurs favorables à la croissance au plan intérieur permettraient de compenser largement les contre-performances extérieures.

Dans ce cadre, le PIB serait en amélioration de près de 5,3% en volume au lieu de 6,2% en 2008. Les activités non agricoles continueraient à progresser à un rythme soutenu, soit 5,6% au lieu de 5,2% en 2008. Les activités du secteur secondaire s'accroîtraient, globalement de 5,9% contre 5,2% en 2008 et celles relevant du secteur tertiaire de 5,4% contre 5,3% en 2008. Pour le secteur primaire (agriculture et pêche), et sur la base d'une production des cultures céréalières d'environ 60 millions de quintaux durant la campagne 2008-2009, conjuguée à une consolidation des performances des autres composantes de la production agricole, sa valeur ajoutée s'accroîtrait de près de 3,5% au lieu de 9,7% en 2008.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation finale nationale (consommation finale des ménages et celle des administrations publiques) réaliserait une croissance en volume de 5,5% et contribuerait pour 4,2 points à la croissance économique en 2009 au lieu de 3,6 points en 2008.

La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) continuerait, de son côté, sa tendance à la hausse et dégagerait une augmentation en volume de 12% et sa contribution à la croissance serait d'environ 4 points, soit la même contribution qu'en 2008. Ceci permettrait à l'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) de contribuer pour 2,8 points à la croissance en 2009.

Les échanges commerciaux de biens et services, dont le solde est de plus en plus déficitaire, dégageraient une contribution négative à la croissance de l'ordre de 1,7 points en 2008 et 2009, au lieu d'une contribution négative de 4,2 points en 2007.

Sur le registre du compte de capital, l'épargne nationale représenterait environ 34% du PIB en 2009, en légère amélioration par rapport à 2008. Elle serait, toutefois, insuffisante pour financer la totalité de l'investissement brut prévu à 36,9% du PIB au lieu de 35,5% en 2008. Par conséquent, ce compte dégagerait un besoin de financement de l'ordre de 2,9% du PIB au lieu de 1,7% en 2008.

Il est entendu que ces prévisions sont appelées à être modifiées dans le cadre du budget économique prévisionnel 2009, après l'élaboration de la loi de finances et son adoption par le parlement, pour prendre en considération les différents changements susceptibles d'affecter les politiques économiques durant l'année prochaine.

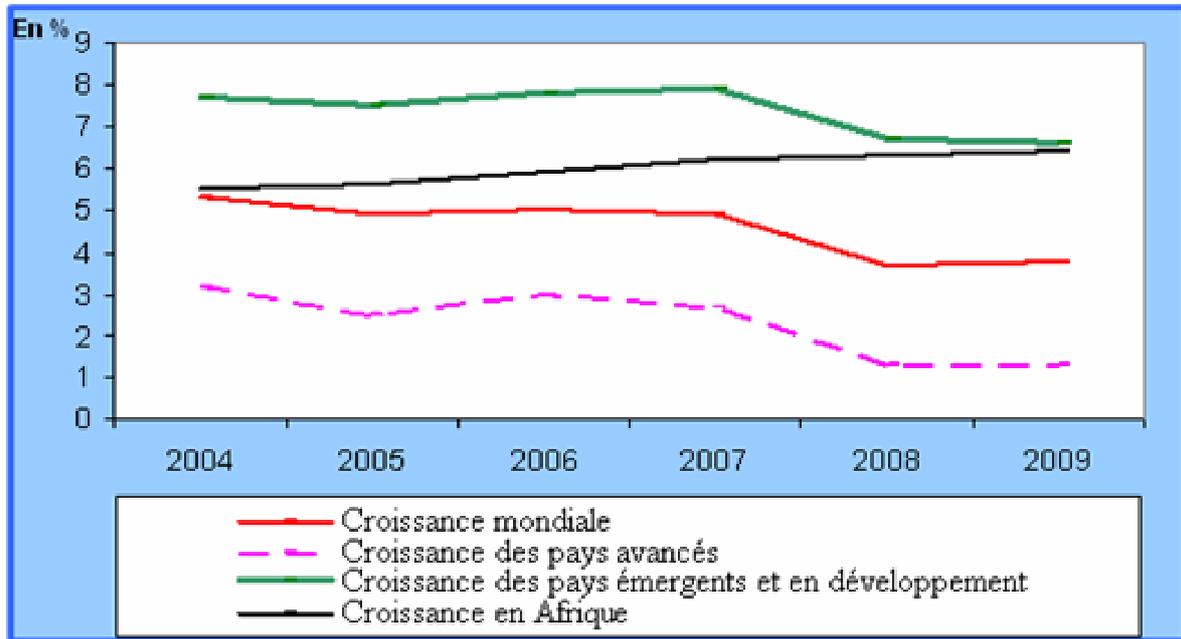
1. L'environnement international

L'économie mondiale est entrée dans une période de ralentissement associé à une hausse des prix, réduisant ainsi la croissance économique à environ 3,8% en 2008 et 2009, soit un rythme inférieur à la moyenne annuelle de 5% réalisée durant la période 2004-2007. La récession de l'économie américaine, plus prononcée que prévue en 2007 et début 2008, s'est largement répercutée sur les économies de l'Europe occidentale en traînant, également, dans son sillage les économies émergentes et en développement. Ces économies qui ont manifesté, au début, une certaine résilience aux chocs externes provenant du marché américain, commencent à être affectées par le ralentissement du commerce mondial et par l'instabilité des marchés financiers internationaux.

En absence de politiques économiques accommodantes visant à atténuer l'ampleur des risques, l'économie mondiale se dirige vers une phase dite de « stagflation » caractérisée à la fois, par une stagnation de l'activité économique et une hausse de l'inflation. Elle serait engendrée par le recul des performances des économies avancées en perte de vitesse, dont la croissance serait de 1,3% en 2008 et 2009 au lieu de 2,7% en 2007, et par le fléchissement graduel du rythme de croissance des économies émergentes, qui serait de 6,6% en 2008 et 2009 au lieu de 7,9% en 2007, affectées par la restriction des opportunités d'affaires avec les pays développés.

Les tensions inflationnistes, engendrées par la flambée des prix des matières premières, continueraient à réduire la marge de manœuvre des politiques budgétaires et monétaires menées jusqu'à présent par les pays développés, et à atténuer, en conséquence, leurs effets sur la relance de l'activité économique.

Graphe n°1 : Evolution de la croissance économique mondiale par régions



1.1-La croissance selon les grandes zones économiques

➤ Des économies avancées en légère récession

Les économies avancées seraient marquées principalement par la récession de l'économie américaine et ce, malgré l'importance des incitations octroyées par l'Etat à travers la baisse significative des taux d'intérêts et l'amélioration des avantages fiscaux en faveur des ménages et des entreprises. La croissance économique aux Etats-Unis d'Amérique serait de 0,6% en 2008 et 2009 au lieu de 2,2% en 2007 et 2,9% en 2006, sous l'effet de la crise financière liée au recul de l'activité du secteur du bâtiment et sa propagation vers d'autres secteurs via les marchés de capitaux.

L'adoption d'un plan de relance de l'activité économique en février 2008 et la baisse des taux d'intérêt de 5,2% en 2007 à 2,2% n'a pas permis d'atténuer le ralentissement de l'économie américaine, qui serait encore exacerbé par la hausse

des prix, les pertes d'emplois et le durcissement des conditions de financement. Les agrégats de la demande intérieure qui ont tiré la croissance économique seraient en recul, particulièrement l'investissement, à cause de la contraction du financement, et la consommation des ménages suite à la baisse de leur pouvoir d'achat. Seules les exportations nettes, profitant de la demande des pays émergents et de la baisse du dollar, devraient soutenir la croissance en 2008 et 2009.

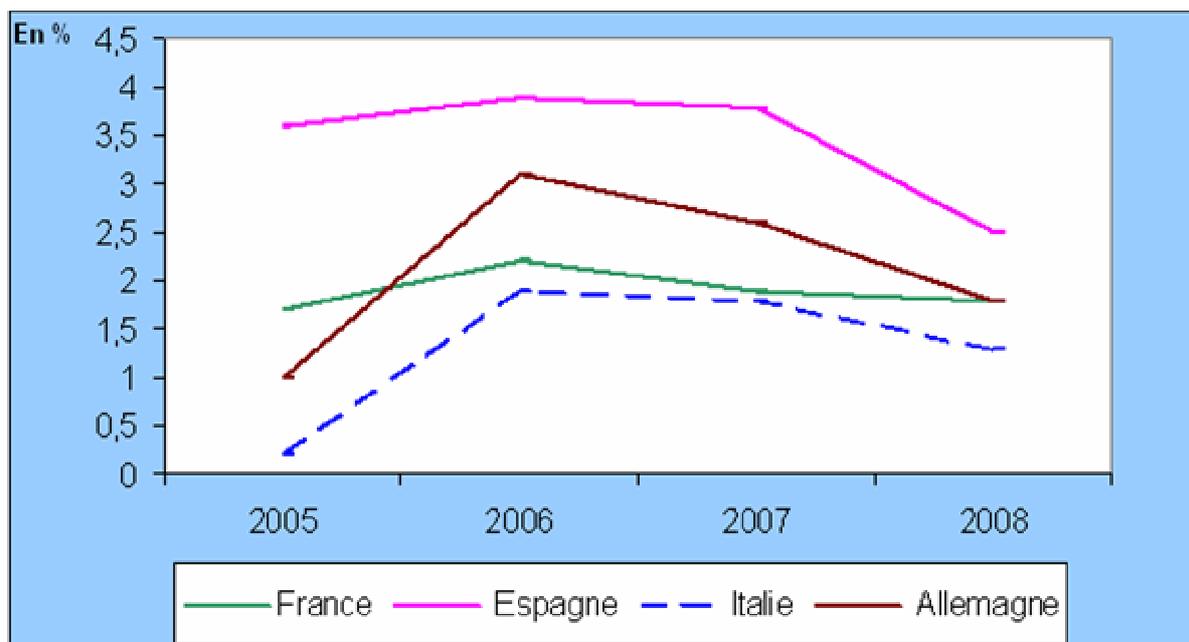
La récession américaine aurait des effets néfastes sur les économies de la zone Euro à travers les relations traditionnelles du commerce international, d'une part, et les interdépendances de leurs marchés financiers, d'autre part. Ainsi, l'appréciation continue de la monnaie européenne (euro) par rapport au dollar américain réduirait la compétitivité des produits de la zone Euro. De plus, la hausse des prix intérieurs, affectant la consommation des ménages conjuguée à la crise des marchés financiers limiterait l'investissement des entreprises et serait à l'origine du ralentissement de l'activité économique dans cette zone. Son rythme de croissance est prévu à 1,4% en 2008 et 1,2% en 2009, au lieu de 2,7% par an durant la période 2006-2007.

La majorité des économies de la zone serait marquée par ce ralentissement. Ainsi, l'activité en Allemagne s'accroîtrait à un rythme d'environ 1,8% en 2008 et 1,5% en 2009. En France, la croissance passerait d'environ 2% en 2007 à 1,6% et 1,4% respectivement en 2008 et 2009. La croissance économique en Espagne devrait s'établir à 2,2% et 1,8% respectivement en 2008 et en 2009, au lieu de 3,8% en 2007, à la suite du recul de la construction de logements et du tassement de la consommation des ménages provenant du durcissement des conditions de crédit.

L'économie japonaise serait également affectée par ce retournement de tendance en Amérique et en Europe. Sa croissance modérée de 2,1% en 2007 tirée par le dynamisme de l'investissement et des exportations, notamment vers les pays asiatiques et l'Europe, se situerait à environ 1,5% en 2008 et 2009 sous l'effet de la

hausse des prix des matières premières (énergétiques et alimentaires) qui affecterait la demande intérieure (la consommation et l'investissement).

Graphe n°2 : Ralentissement de la croissance des principales économies dans la zone Euro



➤ **Des économies émergentes et en développement en léger ralentissement**

Les économies émergentes et en développement d'Asie seraient en léger ralentissement et leur croissance serait d'environ 8,4% en 2008 et 2009 après un rythme de croissance élevé d'environ 10% enregistré durant les cinq dernières années.

Les économies d'Afrique quant à elles, continueraient de bénéficier d'une période de croissance soutenue, d'environ 6,4% en 2008 et 2009, favorisée par la consolidation de la demande intérieure et par la hausse des prix des matières premières constituant leurs principaux produits à l'exportation. La poursuite du dynamisme de ces économies s'explique également, par les avantages de la stabilité macroéconomique dans l'Afrique Subsaharienne et dans les pays du Maghreb Arabe.

Il convient également de noter, que durant la période 2004-2007, les pays émergents et en développement ont beaucoup contribué au maintien de la croissance économique mondiale aux environs de 5% et c'est grâce essentiellement à leurs performances que l'économie internationale pourrait éviter, à court terme, une récession globale de l'activité et des échanges commerciaux. Toutefois, si la récession actuelle des économies avancées se prolongerait, la résilience des économies émergentes et en développement serait atténuée et leur contribution à la croissance mondiale serait limitée.

1.2. L'évolution des prix sur les marchés internationaux

Outre les facteurs géopolitiques, la flambée continue des prix des matières premières sur les marchés internationaux, en dépit du ralentissement de l'économie mondiale, s'explique par la demande vigoureuse des pays émergents essentiellement d'Asie. Depuis 2003, les pays émergents et en développement ont contribué globalement, pour 95% à la croissance de la demande mondiale d'énergie. Le rythme élevé de leur demande, associé aux capacités limitées de l'offre, continueraient d'exercer des tensions sur les prix internationaux.

Selon les perspectives de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economique (OCDE) publiées en juin 2008, le prix moyen du pétrole brut serait de 113,2 dollars/baril en 2008 et 120 dollars/baril en 2009, au lieu de 72,5 dollars estimé pour 2007. Cependant, les cours semblent prendre une tendance extrêmement haussière en se situant à plus de 140 dollars à fin juin 2008. Les prix des produits alimentaires et miniers, de leur côté, devraient enregistrer une progression modeste en 2008 avant de connaître une légère baisse en 2009, en se maintenant toutefois à des niveaux assez élevés. Il est prévisible par ailleurs, que la parité euro/dollar se stabiliserait aux environs de 1,50 en 2008 et 2009.

Toutes ces évolutions se répercuteraient sur le niveau des prix de par le monde et l'inflation serait ainsi inévitable. La hausse des prix à la consommation dans les pays avancés serait de 2,6% en 2008 et 2% en 2009, au lieu de 2,2% en 2007. Alors que les pays émergents et en développement devraient faire face à une progression significative des prix de 7,4% en 2008 et 5,7% en 2009.

1.3- L'impact de l'environnement mondial sur l'économie marocaine

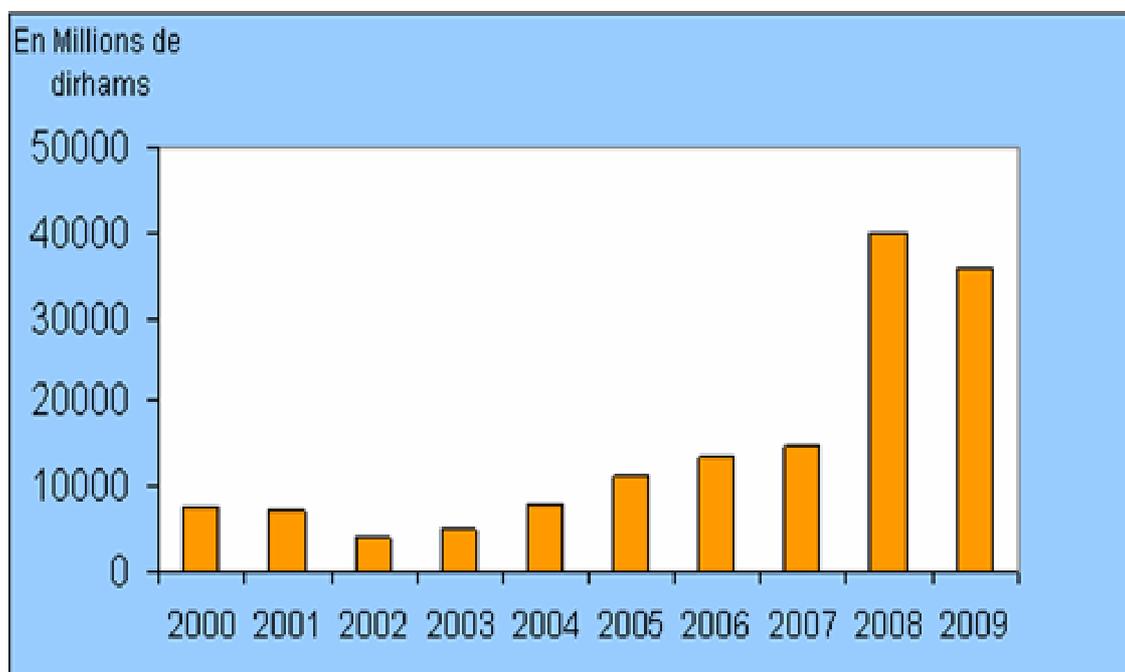
La propagation du ralentissement de l'économie américaine particulièrement, vers la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, aurait des effets directs sur certains secteurs d'activités fortement liées à la demande européenne, sans créer toutefois des difficultés majeures pour l'ensemble de l'économie nationale.

Globalement, l'impact sur l'économie marocaine se résume dans les points suivants :

- En tant que pays importateur de pétrole, le Maroc fait face à une hausse extrêmement élevée des prix dépassant aujourd'hui, 140 dollars/baril. L'Etat supporte une grande partie de la charge de la facture pétrolière. Les dépenses de compensation arrêtées initialement dans la loi de finances 2008 étaient de 15 milliards de dirhams. Ces dépenses ont été révisées à la hausse et dépasseront 40 milliards de dirhams à fin 2008 en représentant 6,1% du PIB.

Les besoins du Maroc en produits énergétiques et en biens d'équipement pour soutenir l'accélération du rythme de croissance économique sont en augmentation, ce qui soulève des interrogations sur la capacité de l'Etat de continuer à adopter les mêmes mécanismes de soutien des prix à la consommation dans un contexte économique mondial marqué par un renchérissement structurel des prix des produits énergétiques et alimentaires.

Le graphique n°3 : Expansion des dépenses publiques de subvention des prix à la consommation.



- Le ralentissement de l'activité économique particulièrement en Europe, conjuguée à la hausse des prix, se traduirait par une régression du pouvoir d'achat des ménages dans cette zone, ce qui laisse à envisager un rythme d'accroissement modéré des touristes étrangers au Maroc ainsi que des transferts des Marocains Résidant à l'Etranger.
- Les investissements directs étrangers maintiendraient leur rythme ascendant, en dépit de la conjoncture internationale morose et ce, grâce à l'amélioration continue de l'image du Maroc sur l'échiquier international et sa capacité à drainer les flux de capitaux étrangers vers de grands projets structurants dans plusieurs secteurs.
- La demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement pour la deuxième année consécutive. Son rythme de progression se situerait à

près de 4,1% en 2009, au lieu de 5,4% en 2008 et 7,6% en 2007. Cette baisse n'aurait pas d'effet significatif sur les exportations marocaines de marchandises, en raison des efforts de diversification des marchés à l'export menés durant ces dernières années. A cet effet, la valeur des exportations des phosphates et dérivées a plus que doublé durant les cinq premiers mois de 2008.

2. La croissance économique nationale en 2008

Le budget économique exploratoire 2009 fait état d'une légère amélioration de la croissance estimée pour 2008, en comparaison avec les perspectives publiées au mois de janvier de cette année. Ceci découle des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant les premiers mois de l'année 2008¹. Ainsi, le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 6,2% au lieu de 2,7% enregistré en 2007. Cette estimation du rythme de croissance tient compte également de l'évolution contrariée de certaines hypothèses de l'environnement international en particulier, la hausse des prix du pétrole brut qui atteindrait des seuils insoutenables avec un cours moyen prévu à 113,2 \$/baril en 2008 au lieu de 72,5\$ enregistré en 2007.

L'estimation de la croissance en 2008 prend en considération en outre, les engagements pris dans le cadre du dialogue social, qui seraient de nature à améliorer la productivité de l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages. Il s'agit essentiellement, de la hausse des dépenses salariales, de l'augmentation du salaire minimum garanti et des allocations familiales.

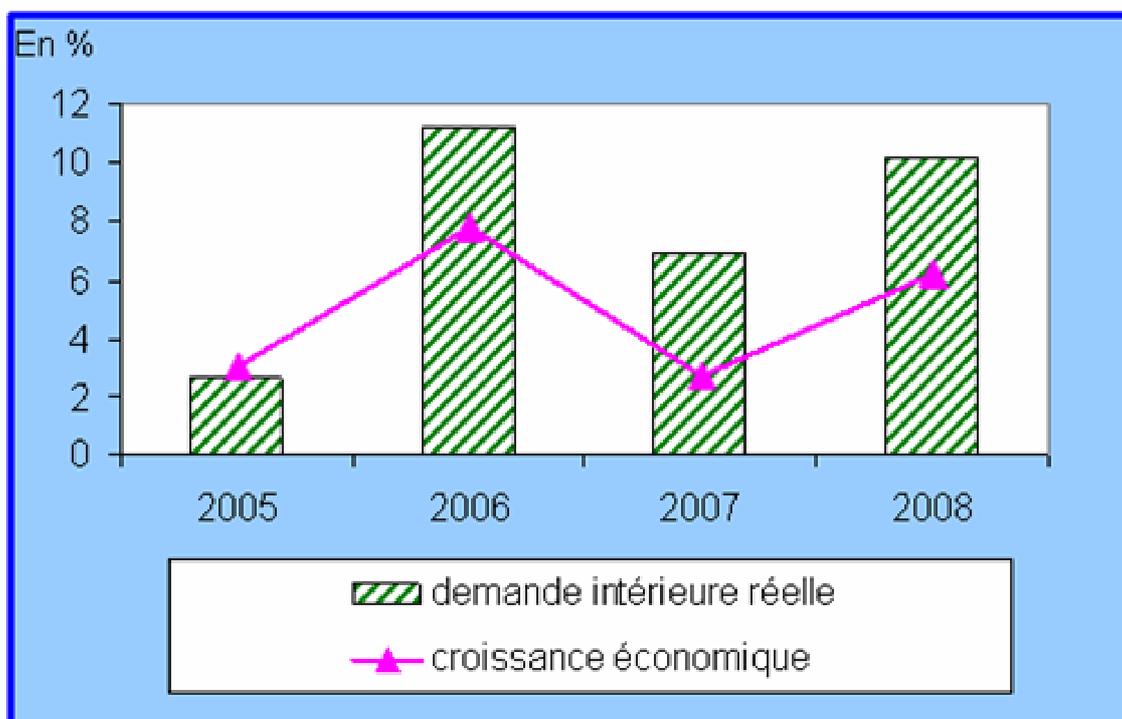
Quant aux dépenses publiques relatives à la subvention des prix (dépenses de compensation), elles devraient atteindre 40 milliards de dirhams en 2008, soit

¹ : Voir les points de conjoncture de l'INAC- HCP.

6,1% du PIB, au lieu de 15 milliards de dirhams retenus dans la loi de finances 2008. Ceci montre la volonté des pouvoirs publics de maîtriser l'évolution des prix intérieurs à la consommation et de consolider la compétitivité de l'économie nationale.

Pour ce qui est du financement de l'économie, l'amélioration continue de l'activité du marché financier dans tous ses compartiments (la bourse des valeurs, le marché des bons du trésor, le marché interbancaire, etc) semble se traduire par un assouplissement des conditions de financement du secteur privé, notamment l'expansion des crédits à la consommation et à l'investissement. Elle permettrait ainsi, de maintenir le rythme élevé de la demande intérieure qui contribuerait largement à la croissance de 2008.

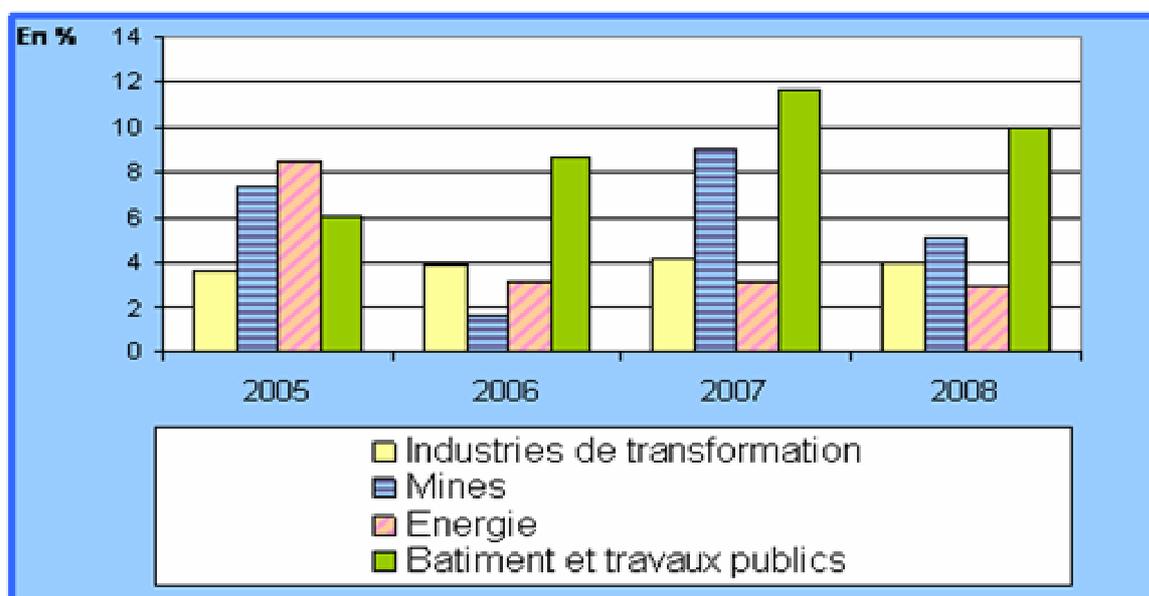
Graphique n°4 : La croissance économique en volume et la demande intérieure durant la période 2005-2008



2.1. Les activités non agricoles

Les valeurs ajoutées non agricoles s'accroîtraient de 5,2% en 2008, au lieu de 6,2% une année auparavant. Le secteur secondaire (les mines, l'énergie, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics) réaliserait une croissance de 5,2% au lieu de 6,6% en 2007, soit un léger ralentissement attribuable à la reprise lente de l'activité énergétique et l'éventuelle stabilité du rythme de l'activité du bâtiment et travaux publics et ce, après les expansions à deux chiffres qu'elle a connue durant les dernières années. Les industries de transformation quant à elles, ont achevé l'année 2007 avec un rythme soutenu de 4%, mais le ralentissement de la croissance dans les pays partenaires associé à une flambée des prix à la production pourraient limiter leur rythme de croissance durant l'année 2008.

Graphique n°5 : Evolution de la croissance des activités du secteur secondaire durant la période 2005-2008



Parallèlement, le secteur tertiaire, constitué des services marchands et non marchands, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5,3%, au lieu de 6,1% enregistré en 2007. Dans ce contexte, l'activité du tourisme continue

d'afficher une amélioration significative, malgré une légère régression des nuitées des non résidents au cours des premiers mois de 2008. Les activités des transports connaissent également de grandes mutations soutenues par la libéralisation du transport routier de marchandises et du transport aérien, l'intensification du programme autoroutier et le renforcement et développement des chemins de fer. De leur côté, les activités des communications continueraient d'enregistrer de bonnes performances, grâce au raffermissement du marché du fixe et de l'internet et à la consolidation du dynamisme de Barid AL-Maghrib.

Concernant les impôts sur les produits nets de subventions et malgré la hausse des dépenses budgétaires de soutien des prix à la consommation, ils seraient en amélioration d'environ 9,2% en 2008.

2.2. Le secteur primaire

La campagne agricole 2007-2008 s'est soldée par une production céréalière de 50 millions de quintaux au lieu de 60 millions prévus initialement, ce qui réduit la croissance du secteur primaire à 9,7% en 2008, au lieu de 12,5% prévus au mois de janvier 2008. Si la répartition de la pluviométrie n'était pas largement favorable aux céréales d'automne dont la part dans la production agricole connaît une tendance baissière, elle aurait néanmoins, profité aux cultures d'irrigation dont la part dans la production s'améliore d'une année à l'autre. De son côté, le secteur de l'élevage consoliderait sa performance à la suite de l'amélioration des cultures fourragères et de l'importance des mesures incitatives octroyées par l'Etat en faveur de la sauvegarde du cheptel, visant à contenir la hausse des prix des aliments du bétail. Le secteur de la pêche quant à lui, continuerait d'évoluer à l'instar des dernières années, à un rythme en dessous de ses potentialités.

2.3. Les composantes de la demande finale

La croissance du Produit Intérieur Brut resterait soutenue par le dynamisme de la consommation finale nationale et de l'investissement brut, au moment où le commerce extérieur des biens et services continuerait de dégager des contributions négatives à la croissance étant donné l'écart qui sépare le rythme élevé des importations et celui des exportations.

Ainsi, la consommation des ménages profiterait de l'amélioration des revenus, notamment l'augmentation des salaires, à partir du 1^{er} juillet 2008, adoptée dans le cadre du dialogue social. Elle bénéficierait également de l'importance des crédits à la consommation qui continuerait d'entretenir le pouvoir d'achat des ménages et de soutenir leur demande dans une conjoncture marquée par la hausse des prix. La consommation des administrations publiques bénéficie, pour sa part, de la hausse des dépenses de fonctionnement non salariées et sa contribution à la croissance du PIB en 2008 serait en amélioration.

L'investissement brut, en accroissement continu depuis plusieurs années, est devenu de son côté un nouveau pilier de la croissance au Maroc, après l'expansion des investissements des opérateurs nationaux et étrangers. L'ouverture accrue de plusieurs secteurs porteurs à l'investissement privé (notamment le bâtiment, le tourisme, les industries de transformations et les télécommunications) a renforcé la contribution de l'investissement dans la croissance du PIB.

Ainsi, la croissance du PIB estimée à 6,2% pour 2008 proviendrait de la contribution de la consommation finale nationale pour 3,6 points et de celle de l'investissement brut (FBCF plus variation des stocks) pour 4,2 points, soit au total une croissance de 7,8%. La contribution du commerce extérieur demeurerait, quant à elle, négative pour 1,6 points.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2009

Le budget économique exploratoire met en exergue la consolidation de la croissance économique en 2009, malgré un environnement économique international contraignant. Il met en relief l'affirmation d'un modèle économique soutenu par la demande intérieure.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

La prévision de la croissance économique nationale pour 2009 a été élaborée sur la base des hypothèses liées à la campagne agricole, aux finances publiques, aux nouvelles actions programmées dans le cadre des stratégies sectorielles et aux facteurs extérieurs liés à l'environnement international.

- La campagne agricole 2008-2009 : l'hypothèse retenue se base sur une production céréalière de 60 millions de quintaux et sur la consolidation de la production des autres cultures, de la pêche maritime et de l'élevage.
- Les finances publiques : les dispositions à caractère fiscal et salarial adoptées dans le dialogue social sont prises en considération pour l'établissement du budget économique exploratoire, à savoir la hausse des salaires dans la fonction publique à partir de juillet 2008 pour la première tranche et à partir de juillet 2009 pour la deuxième tranche, l'augmentation des allocations familiales, la hausse du salaire minimum (SMIG) dans le secteur privé (y compris le secteur agricole) et la réduction de l'impôt sur le revenu. Quant aux autres rubriques du budget de l'Etat, l'hypothèse retenue est celle de la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2008, notamment les dépenses de fonctionnement, les dépenses de compensation destinées à la subvention des prix et les dépenses d'investissement.

- Les facteurs extérieurs : La demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement pour la deuxième année consécutive, soit un rythme de 4,1% au lieu de 5,4% en 2008. Le cours moyen du pétrole brut serait de 120 dollars/baril, alors que la parité euro/dollar se stabiliserait à 1,5 en 2009. Il est prévu également un léger ralentissement des transferts des MRE et des recettes du tourisme international alors que le flux des investissements directs étrangers serait en consolidation.

- Les actions mises en œuvre dans le cadre des stratégies de développement sectoriel sont prises en considération dans l'élaboration de ces prévisions.

3.2. La croissance économique

Le Produit Intérieur Brut (PIB) serait en amélioration de 5,3% en volume en 2009 au lieu de 6,2% en 2008. Les valeurs ajoutées des activités non agricoles s'accroîtraient globalement de 5,6% au lieu de 5,2% estimé pour 2008. Quant au secteur primaire, sa croissance serait modérée de 3,5% en se basant sur l'hypothèse de 60 millions de quintaux retenue pour la production des céréales. Les impôts sur les produits nets des subventions enregistreraient une hausse de 5,8% en 2009.

Parallèlement, le PIB à prix courant s'accroîtrait de 8% en 2009, ce qui dégage une hausse du prix implicite² du PIB de l'ordre 2,6% au lieu de 3,1% en 2008. Une inflation maîtrisée au prix d'un effort budgétaire substantiel, qui serait difficilement soutenable à moyen terme, étant donné les risques d'une nouvelle tendance à l'accentuation du déficit public.

² Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits pour des ménages à revenu modeste.

3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration de la valeur ajoutée des secteurs non agricoles de 5,6% en 2009, s'explique par la consolidation des activités, à la fois des secteurs secondaire et tertiaire, bénéficiant de la vigueur de la demande intérieure et d'une éventuelle reprise des exportations en 2009, malgré le ralentissement du commerce mondial.

Au niveau du secteur secondaire, composé des activités des mines, énergie, industries manufacturières et bâtiment et travaux publics, sa valeur ajoutée augmenterait d'environ 5,9%, au lieu de 5,2% estimé pour 2008.

Le dynamisme du secteur secondaire serait renforcé par les actions des politiques économiques entreprises en faveur des industries de transformation, notamment dans le cadre du plan Emergence concernant l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique et l'artisanat industriel et du plan Envol dédié à la biotechnologie, à la microélectronique et à la nanotechnologie.

La mise en œuvre de ces stratégies pourrait rehausser la croissance des industries de transformation et dépasser le rythme tendanciel de 4% enregistré durant ces dernières années.

Au niveau du secteur de l'énergie, le Maroc déploie des efforts soutenus pour faire face à plusieurs défis relatifs à la sécurité énergétique, au poids des subventions énergétiques sur le budget de l'Etat et à la viabilité environnementale du secteur. Un programme de réformes intégré a été lancé visant le renforcement de la sécurité et de la compétitivité énergétique. La demande de l'économie nationale en énergie augmente d'une année à l'autre, ce qui renforce le caractère stratégique de la politique de réduction de la

dépendance vis-à-vis de l'extérieur, de nature à assurer un approvisionnement sécurisé à ce secteur qui contribue efficacement à la croissance du PIB.

Le secteur minier continuerait, de son côté, de bénéficier d'une conjoncture internationale favorable marquée par le renchérissement des prix des produits miniers et par une amélioration de la demande extérieure pour le phosphate brut et ses dérivées (les acides phosphoriques et les engrais). Le groupe de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) continuerait la réalisation de son plan d'action 2006-2010. Dans ce cadre, le groupe dispose de plusieurs projets en mode de joint-venture, notamment avec le groupe Petro Vietnam Fertilizer's portant sur la construction d'un complexe intégré à Jorf Lasfar qui sera spécialisé dans la production d'acide phosphorique et d'engrais phosphatés.

Le secteur du Bâtiment et Travaux Publics (BTP), de son côté, continuerait son dynamisme, stimulé par l'importance de la demande en logements, la réalisation des grands projets d'infrastructures, notamment d'aménagement urbain et touristique et de routes. Toutefois, le secteur du bâtiment s'est accru à un rythme élevé durant les trois dernières années, ce qui a engendré une hausse des prix de l'immobilier et récemment les prix des matériaux de construction. La croissance de sa valeur ajoutée serait en léger ralentissement en comparaison aux taux de deux chiffres enregistrés jusqu'à présent.

S'agissant du secteur tertiaire, il dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 5,4% au lieu de 5,3% en 2008. Toutes les activités des services consolideraient leur dynamisme. L'activité du commerce intérieur, en particulier bénéficierait des mesures du Plan « Rawaj » pour l'accompagnement et la modernisation du commerce de proximité. De son côté, le secteur des transports poursuivrait son trend haussier, profitant des grands projets d'infrastructures et des nouvelles réformes, notamment la libéralisation du transport des

marchandises, l'intensification du programme autoroutier, le renforcement et le développement des chemins de fer et la libéralisation du transport aérien.

L'activité touristique serait soutenue par le lancement dans le cadre du « Plan Biladi » de trois sites, à savoir : Sidi Al Abed à El Jadida, Ifrane et Imi ouadar à Agadir. Ce plan prévoit également, de renforcer l'offre en matière de villages touristiques. Ainsi, huit sites low cost seront développés dans les régions de Nador, Tétouan, Asilah, Moulay Bouslham, El Haouizia, Ifrane, Marrakech et Agadir. Ces programmes prévoient la réalisation des bungalows et des campings de bon standing.

3.2.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire réaliserait, sur la base de l'hypothèse moyenne retenue, une valeur ajoutée en progression de 3,5% en 2009 au lieu de 9,7% en 2008.

Il est à préciser que le secteur agricole serait soutenu par la stratégie ambitieuse du « Plan Maroc Vert » visant l'encouragement de l'investissement privé (financement de 700 à 900 projets d'un coût annuel total de 10 à 15 milliards de DH) et le développement de l'agriculture sociale, à travers l'amélioration des revenus des agriculteurs les plus précaires, notamment dans les zones enclavées (financement de 300 à 400 projets).

La dynamisation du « Plan Maroc vert » serait accompagnée d'une refonte du cadre sectoriel et ce, à travers l'agrégation du foncier, l'adoption d'une nouvelle politique d'irrigation, l'amélioration des conditions définissant le cadre du libre-échange dans le domaine d'exportation en tenant compte des produits à grande sensibilité à l'importation. Le développement de l'agriculture connaît actuellement un regain d'intérêt au niveau mondial, dans un contexte de persistance de la hausse des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux ayant un effet sur la sécurité alimentaire.

De son côté, le secteur de la pêche fera l'objet d'une stratégie de mise à niveau permettant une meilleure valorisation des produits de la pêche et une amélioration des infrastructures de ce secteur afin qu'il puisse contribuer efficacement à la croissance économique nationale.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut à prix courants

➤ La consommation finale nationale

La consommation finale nationale aux prix courants, composée de la consommation des ménages résidents et de la consommation des administrations publiques, s'accroîtrait de 8,8% en 2009, soit au même rythme qu'en 2008. Ainsi, la consommation des ménages résidents serait en progression de 8,4% au lieu de 9,3% estimé en 2008 et continuerait de profiter de la hausse des salaires et de la baisse de l'impôt sur le revenu prévue en 2009, de la consolidation des crédits à la consommation et de l'importance des transferts des Marocains Résidant à l'Etranger.

De sa part, la consommation des administrations publiques serait favorisée par l'importance des dépenses budgétaires de fonctionnement, notamment la valorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires dans le cadre du dialogue social et enregistrerait, en conséquence, une croissance de 10,3% en 2009.

➤ L'investissement

L'investissement est devenu une locomotive de la demande finale intérieure et commence à renforcer sa contribution dans la croissance économique nationale. Il s'inscrit depuis quelques années dans un sentier ascendant dégagant un rythme de croissance très élevé par rapport à la moyenne enregistrée durant la dernière décennie. Cette tendance serait maintenue en 2009, suite à l'ampleur

des projets d'infrastructure programmés et à la poursuite des travaux lancés dans plusieurs domaines notamment le bâtiment et travaux publics, les industries de transformation et l'aménagement de plusieurs zones urbaines et touristiques au niveau national. Il serait soutenu également par la consolidation des flux des investissements directs étrangers favorisés par l'amélioration de l'image du Maroc sur la scène internationale.

Ainsi, la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) s'accroîtrait de 13% en 2009 et sa part dans le PIB serait de 34,4% au lieu de 32,9% en 2008. En prenant en considération la variation des stocks, le taux d'investissement serait de 36,9% au lieu de 35,5% en 2008.

➤ **Le commerce extérieur**

Les échanges extérieurs du Maroc devraient être influencés, en 2009, par le ralentissement du commerce mondial, l'évolution des cours du pétrole brut et des autres matières premières et par la poursuite de la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro. Toutefois, le développement de certaines activités exportatrices, notamment des produits miniers, conjugué à la diversification des marchés, devrait contribuer à améliorer le rythme de croissance des exportations.

Ainsi, les exportations de biens et services³ continueraient de bénéficier de l'expansion des ventes, essentiellement des phosphates et dérivées en profitant de la hausse des prix sur le marché international, pour enregistrer une croissance de 14% en terme nominal, malgré le ralentissement de la demande mondiale adressée au Maroc en 2009.

³ Exportations de biens et services y compris les recettes de voyages.

Quant aux importations de biens et services⁴, elles s'accroîtraient à un rythme de 17,1% en 2009 en raison de la hausse de la facture pétrolière et de celle des achats des produits alimentaires ainsi que de l'expansion de la demande intérieure notamment pour les biens d'équipement, de consommation et de l'énergie. Par conséquent, le déficit en ressources, qui exprime les exportations de biens et services nettes d'importations, devrait s'accroître en s'établissant à 14,5% du PIB en 2009 au lieu de 12,4% en 2008.

3.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance économique en 2009

Les perspectives économiques établies pour 2009 confirment le dynamisme de la demande finale intérieure dans la création de la richesse au niveau de l'économie nationale. La consommation finale (des ménages et des administrations publiques) réaliserait une croissance en volume de 5,5% au lieu de 4,8% en 2008 et contribuerait ainsi pour 4,2 points à la croissance économique en 2009. La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) continuerait, de son côté, sa tendance à la hausse et dégagerait une augmentation en volume de 12%. Sa contribution à la croissance (y compris celle de la variation des stocks) serait de 2,8 points. Les échanges extérieurs de biens et services, dont le solde est de plus en plus déficitaire, dégageraient une contribution négative à la croissance de l'ordre de 1,7 point.

3.5. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 8,6% au lieu de 9,8% en 2008. Ce léger ralentissement du revenu national s'explique par la légère baisse du rythme d'accroissement du PIB nominal, qui

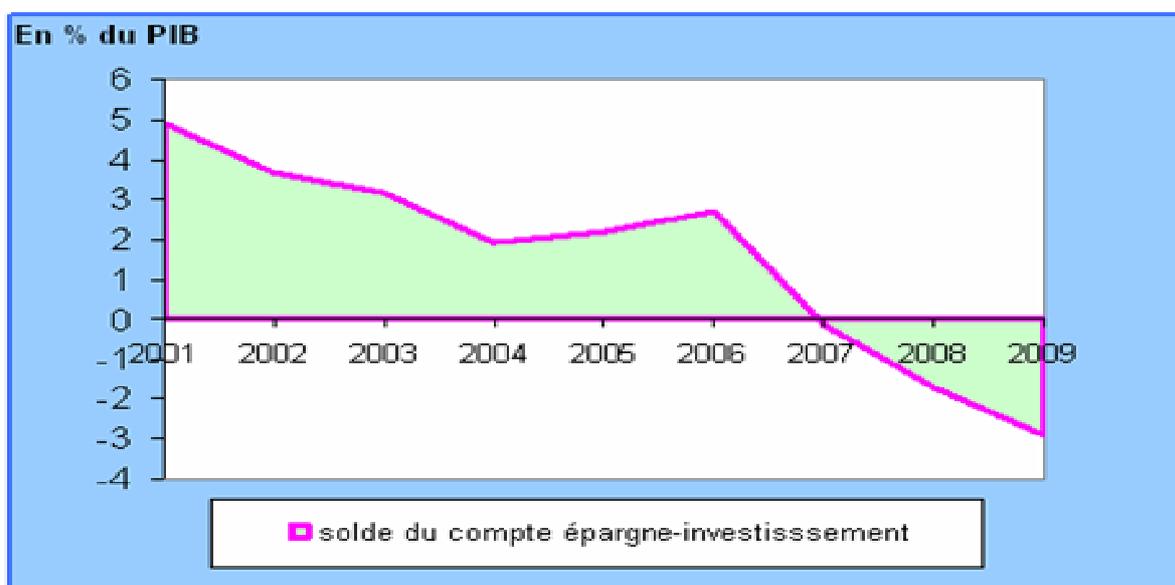
⁴ Importations de biens et services y compris les dépenses de voyages

passerait de 9,5% en 2008 à 8% en 2009. Les revenus nets en provenance du reste du monde seraient consolidés, malgré l'éventualité d'une augmentation modérée des transferts des Marocains Résidant à l'Etranger, étant donné la récession que connaît les pays émetteurs.

Par ailleurs, l'analyse de l'équilibre ressources-emplois fait ressortir une amélioration de la consommation finale nationale de l'ordre de 8,8% en 2009, soit un rythme légèrement supérieur à celui du PIB nominal prévu à 8%. De ce fait, l'épargne intérieure ne représenterait que 23,3% du PIB contre 23,9% en 2008. Ce niveau d'épargne intérieure serait insuffisant pour financer les investissements qui atteindraient 36,9% du PIB en 2009. Toutefois, il serait compensé, en partie, par les revenus nets en provenance du reste du monde qui représenteraient 10,7% du PIB nominal au lieu de 9,9% en 2008.

Globalement, le taux d'épargne nationale atteindrait 34% du PIB en 2009 et le compte épargne-investissement afficherait un déficit de financement de 2,9% du PIB contre un déficit de 1,7% estimé pour 2008.

Graphique n°6 : Evolution du solde du compte épargne –investissement



Au terme de ces perspectives économiques, il convient de noter que l'évolution de l'économie nationale en 2008 et 2009 confirment la résilience de la croissance des activités secondaires et tertiaires par rapport aux fluctuations du secteur agricole. Depuis 2004, les activités non agricoles se sont accrues à un rythme soutenu d'environ 5,5% par an, alors que le secteur primaire a enregistré une hausse de sa valeur ajoutée de 1,3% par an, tout en fluctuant entre des taux extrêmes, soit -11,1% en 2005, 21% en 2006, -20% en 2007 et 9,7% en 2008.

La croissance économique nationale serait accompagnée par une inflation contenue à des niveaux maîtrisables d'environ 3,1% en 2008 et 2,6% en 2009, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays en développement où la hausse des prix est estimée à 7,4% en 2008 et à 5,7% en 2009. La préservation de la compétitivité de l'économie marocaine serait réalisée au prix d'un effort excessif du budget de l'Etat en matière de soutien des prix, ce qui soulève des interrogations sur la capacité de l'Etat à continuer d'absorber l'inflation importée à un moment où les impératifs du développement humain requièrent encore des ressources financières importantes pour concrétiser les objectifs escomptés.

Le compte épargne-investissement, excédentaire à partir de l'année 2001, s'inscrit depuis 2007 dans un retournement de tendance et dégage désormais des déficits en accroissement, ce qui est synonyme d'une accentuation du déficit courant des finances extérieures. Le prolongement de cette tendance serait de nature à réduire la solvabilité de la balance des paiements à moyen terme.

Le taux d'investissement est de l'ordre de 32,6% en moyenne annuelle depuis 2005, et la croissance économique se situe à 5% par an, ce qui dégage encore une faible productivité de l'investissement national. Le nombre d'unités d'investissement par unité de PIB supplémentaire se maintient toujours aux environs de 6 points. L'économie nationale possède de ce fait, d'énormes potentialités de croissance à moyen terme sous condition d'améliorer sa productivité et d'exploiter les nouvelles opportunités offertes par les projets structurant d'infrastructures.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2006	2007	2008*	2009**
-Monde.....	5,0	4,9	3,7	3,8
-Economies avancées.....	3,0	2,7	1,3	1,3
-USA.....	2,9	2,2	0,5	0,6
-Zone Euro.....	2,8	2,6	1,4	1,2
-Japon.....	2,4	2,1	1,4	1,5
- Pays en développement.....	7,8	7,9	6,7	6,6
- Asie	9,6	9,7	8,2	8,4
dont la Chine.....	11,1	11,4	9,3	9,5
- Afrique.....	5,9	6,2	6,3	6,4
- Amérique latine.....	5,5	5,6	4,4	3,6

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2008

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	2,4	2,2	2,6	2,0
- Pays en développement.....	5,4	6,4	7,4	5,7
Commerce mondial en volume.....	9,2	6,8	5,6	5,8
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon la Commission européenne.....	64,3	71,0	101,0	100,0
- selon le FMI.....	64,3	71,0	95,5	94,5
- selon l'OCDE.....	64,3	72,5	113,2	120,0
-selon la Banque Mondiale.....	64,3	71,1	108,1	105,5
Parité Euro/dollar.....	1,3	1,4	1,5	1,5

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2008, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2008. (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

	2006	2007	2008*	2009**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	21,0	-20,0	9,7	3,5
• Valeur ajoutée non agricole.....	5,1	6,2	5,2	5,6
➤ Secteur Secondaire.....	4,8	6,6	5,2	5,9
➤ Secteur tertiaire.....	5,2	6,1	5,3	5,4
• Total des valeurs ajoutées.....	7,4	1,8	5,9	5,3
• Droits et taxes nets des subventions.....	10,8	10,6	9,2	5,8
PIB en volume	7,8	2,7	6,2	5,3
Variation du prix implicite du PIB	1,5	3,8	3,1	2,6
PIB en valeur (Millions de Dhs courants)	577344	615373	673634	727254
Variation en (%)	9,4	6,6	9,5	8,0

(*) : Estimations (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

STRUCTURE DU PIB REEL

(en %)

Secteurs	2006*	2007*	2008*	2009**
Primaire	14,8	11,8	12,6	12,6
Secondaire	24,6	25,3	24,0	24,1
Tertiaire	60,6	62,9	63,4	63,3
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au

Plan. Juin 2008.

EQUILIBRE DU PIB

Aux prix courants

RUBRIQUES	2006	2007*	2008*	2009**
PIB.....	577344 9,4%	615373 6,6%	673634 9,5%	727254 8,0%
Consommation finale, dont :	439067 8,3%	471364 7,4%	512620 8,8%	557961 8,8%
-Ménages résidents.....	331996 9,5%	359134 8,2%	392533 9,3%	425506 8,4%
-Administrations publiques.	107071 4,9%	112230 4,8%	120086 7,0%	132455 10,3%
FBCF.....	162456 11,8%	192573 18,5%	221459 15%	250249 13,0%
Variation des stocks.....	7446	7611	17472	18078
Exportations de biens et services.....	197459 15,8%	220302 11,6%	253284 15,0%	288762 14%
Importations de biens et services.....	229084 14,5%	276477 20,7%	331200 19,8%	387796 17,1%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2006*	2007*	2008*	2009**
PIB.....	7,8	2,7	6,2	5,3
Consommation finale, dont:	5,9	3,9	4,8	5,5
-Ménages résidents.....	6,9	3,8	5,0	5,1
-Administrations publiques...	2,9	4,4	4,0	7,0
FBCF.....	9,7	14,3	12,5	12,0
Exportations de biens et services.....	11,6	5,2	7,5	11,1
Importations de biens et services.....	8,2	15,0	9,6	11,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2006	2007*	2008*	2009**
PIB.....	7,8	2,7	6,2	5,3
Consommation Finale, dont :	4,5	3,0	3,6	4,2
-Ménages Résidents.....	4,0	2,2	2,9	3,0
-Administrations Publiques...	0,6	0,8	0,7	1,2
FBCF.....	2,7	4,0	3,9	3,9
Variation des stocks.....	-0,1	-0,1	0,3	-1,2
Commerce extérieur de biens et services.....	0,6	-4,2	-1,6	-1,7

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2006	2007*	2008*	2009**
PIB.....	577344	615373	673634	727254
Revenu National Brut Disponible	624695	670740	736199	799203
Variation en %.....	9,8	7,4	9,8	8,6
Consommation finale nationale...	439067	471364	512620	557961
Epargne intérieure (valeur)	138277	144009	161015	169293
En % du PIB.....	24,0	23,4	23,9	23,3
Epargne nationale (valeur)	185628	199376	223804	241359
En% du RNBD.....	29,7	29,7	30,4	30,2

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2006	2007*	2008*	2009**
Investissement brut.....	29,4	32,5	35,5	36,9
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	8,2	9,0	9,9	10,7
Epargne nationale.....	32,2	32,4	33,8	34,0
Solde de financement.....	2,7	-0,1	-1,7	-2,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.

LES FINANCES EXTERIEURES
(En % du PIB)

RUBRIQUES	2006	2007*	2008*	2009**
Déficit en ressources.....	-6,7	-9,9	-12,4	-14,5
Solde courant de la balance de paiements.....	2,2	-0,1	-1,7	-2,9

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.